

ALLOCUTION UNITAIRE 15 MAI 2014

C'est parce que le gouvernement se cramponne toujours à son refus de négocier les conditions salariales de cinq millions de fonctionnaires et qu'il demeure sourd à leurs exigences en matière d'emploi public, qu'à l'appel de la grande majorité des organisations syndicales (CGT, CFDT, FSU, SOLIDAIRES, CFTC, FAFPT), nous sommes rassemblés aujourd'hui pour dire stop !
Plus de 100 manifestations et rassemblements ont lieu sur tout le territoire.

Les services publics, c'est l'affaire de tous !

A noter lors de cette journée, l'appel de la Fédération Européenne des Services Publics et de l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires à manifester devant l'ambassade de Grèce contre la privatisation de l'eau.

Chez nous, les raisons de la colère ne manquent pas :

Sur la question des salaires et du pouvoir d'achat :

Les politiques d'austérité, traduites dans le pacte de responsabilité par le gouvernement, aboutissent à une baisse incessante du pouvoir d'achat à l'égard des salariés du public et du privé, mais aussi des retraités et privés d'emploi. L'austérité a d'ailleurs pris une nouvelle dimension avec les annonces de Valls : les reports de la revalorisation des prestations sociales et des retraites, le gel du point d'indice...

La situation imposée aux agents est catastrophique et absolument sans précédent. Le gel de la valeur du point d'indice entamé sous l'ère Sarkozy en 2010 a été maintenu depuis l'élection de François Hollande et bien pire puisqu'annoncé jusqu'en 2017 par le Président. Cette mesure est injuste et intolérable!

On ressent déjà au quotidien les résultats funestes de cette ineptie : les qualifications ne sont plus reconnues, les déroulements de carrière sont étriqués et misérables.

Redonner du pouvoir d'achat aux salariés par l'augmentation de leur feuille de paie, c'est se donner les moyens d'une véritable relance, équilibrée et pérenne.

Sur la question de l'emploi :

Aucun début de réponse n'est apporté au sous effectif alarmant des hôpitaux publics. L'étranglement budgétaire dans la fonction publique hospitalière conduit à des plans sociaux par le non renouvellement des contractuels et des départs en retraite.

Les promesses électorales concernant la révision de la loi Hôpital, Patients Santé et Territoire dite « loi Bachelot » et la remise en cause de la tarification à l'activité sont éludées et abandonnées.

En ce qui concerne l'hôpital de Saint Gaudens, le lancement du projet de site unique passe par le retour à l'équilibre financier de la structure.

Comment fait-on avec un déficit budgétaire cumulé de 7 millions d'euros ?

A l'hôpital comme ailleurs, les personnels vivent au quotidien les méfaits de cette politique de rentabilité qui conduit à faire des salariés la seule variable d'ajustement pour réaliser des économies.

Résultat : des titularisations repoussées, des non remplacements de congés maladie ou autres, des heures supplémentaires galopantes, des rappels sur repos récurrents, des conditions de travail dégradées...

La fonction publique d'Etat n'est pas en reste. Les secteurs décrétés non prioritaires- de loin les plus nombreux- continuent de subir des suppressions massives et dangereuses. La multiplication des emplois à temps partiel remplace à la création d'emplois statutaires.

Dans la fonction publique territoriale, les coupes dans les dotations financières conduisent à un nombre croissant de plans de réduction de l'emploi. Les collectivités locales sont au centre du viseur gouvernemental dans sa chasse obsessionnelle aux dépenses publiques socialement utiles. Les services publics de proximité, les emplois publics et la démocratie locale sont ainsi une nouvelle fois attaqués.

Une nouvelle étape est franchie en renforçant les incitations financières aux fusions et regroupements de collectivités et à la mutualisation des services. Les collectivités qui n'accepteront pas de réduire l'emploi et les services publics seront financièrement pénalisées.

Certes, les discours fleurissent sur l'importance des services publics, de leurs missions. Cependant dans la réalité, ceux qui nous gouvernent depuis le printemps 2012 prennent des décisions qui aggravent la situation au lieu de mettre en œuvre les réformes nécessaires à la rupture des politiques libérales.

Comment certains élus locaux ou parlementaires peuvent-ils nous faire croire qu'ils mènent la bataille à nos côtés quand dans le même temps ils approuvent les choix gouvernementaux ?

On aurait pu espérer que la débâcle qu'ils ont subie aux élections municipales soit un électrochoc salutaire et les conduisent à entendre qu'une autre politique est possible.

Pas du tout ! C'est exactement le contraire qui se produit !

Le pacte de responsabilité est inacceptable !

Nombreux sont les nouveaux cadeaux -sans contrepartie aucune- au patronat

Que dire du pacte de stabilité et des nouvelles attaques contre la protection sociale.

Dans les deux cas des amputations budgétaires massives sont mises en avant ! Elles vont continuer à mettre à mal les fonctionnements de tous les services publics.

19 milliards pour l'Etat, 10 milliards pour la protection sociale, 10 milliards sur le versant territorial.

Notre députée qui n'a pas hésité à voter pour le programme de stabilité est missionnée pour expliquer la politique de Valls et porter la bonne parole gouvernementale !

Alors qu'elle ait le courage de ne pas expliquer son vote seulement par l'intermédiaire de son blog ! Qu'elle rencontre sans tarder les Commingeois et Commingeoises qui tous les jours souffrent de la politique ultra libérale de ses amis du Gouvernement !

Qu'elle ait le courage politique de les comprendre, de les entendre et non pas seulement de faire semblant de les écouter !

Cette politique libérale renforcée ne peut bénéficier qu'au grand patronat et aux gros actionnaires. Elle ne peut qu'accroître les inégalités, casser les services publics, augmenter le chômage.

Pourtant les alternatives existent bel et bien.

Il faut avoir le courage de s'en prendre aux profits colossaux des grands groupes, aux dividendes vertigineux versés aux plus fortunés, de remettre en cause les 200 milliards d'aides versées aux entreprises sans contrepartie.

Voici avec la fraude et l'évasion fiscale les vraies causes du déficit.

ATTAC ne s'y trompe pas ! Des initiatives ont eu lieu à St Gaudens devant les banques ; Les militants sont d'ailleurs dans l'action du 15 au 22 mai 2014 pour demander à Société Générale de se retirer du projet charbon Alpha Coal

Enfin cerise sur le gâteau, le premier ministre annonce la suppression de la moitié des régions à l'horizon 2017 et la suppression des conseils départementaux pour 2021. Sous l'alibi fallacieux d'un supposé millefeuille administratif, il s'agit bien d'une casse en règle de l'organisation républicaine. Le Président lui, veut accélérer les réformes : c'est un suicide collectif !

A 15 jours des élections européennes, cette journée d'action est aussi l'occasion d'exiger une nouvelle fois une Europe sociale.

Ces élections doivent mettre fin à toutes les politiques libérales ! Il est grand temps de donner un sens politique aux luttes quotidiennes !

Nous devons refuser massivement l'Europe qu'on nous propose et qui impose l'austérité dans les pays gouvernés par la droite et les sociaux démocrates !

Car l'Europe doit être synonyme de démocratie, de solidarité, de justice et de cohésion sociale.

Face à l'intransigeance du gouvernement, l'heure est donc résolument à l'action.

Pour :

- l'augmentation immédiate de la valeur du point
- la fin des suppressions d'emplois et des créations partout où c'est nécessaire
- la reconnaissance des qualifications et l'amélioration des déroulements de carrière
- des mesures fortes contre la précarité
- des moyens pour les services publics et leurs missions.

Pour finir, je citerai Joseph Proudhon :

« Le salaire du travailleur ne dépasse guère sa consommation courante et ne lui assure pas le salaire du lendemain; tandis que le capitalisme trouve dans l'instrument produit par le travailleur un gage d'indépendance et de sécurité pour l'avenir. »